

Opération Barkhane : Macron rappelle les chefs d'Etat africains à l'ordre

Ava Djamshidi

Le Parisien, 4 décembre 2019

Alors qu'un sentiment antifrçais semble monter au Sahel, le président a convié les chefs d'Etat mauritanien, malien, burkinabé, nigérien et tchadien pour une mise au point, le 16 décembre.



Emmanuel Macron et Ibrahim Boubacar Keita, président du Mali, se retrouveront le 16 décembre à Pau pour une réunion du G5 Sahel. (Illustration). AFP/Philippe Wojazer

Le rendez-vous a tout l'air d'une convocation. Mercredi, à l'issue du sommet de l'Otan, Emmanuel Macron a fermement convié les dirigeants des pays du Sahel à un sommet. Cette réunion de « clarification » se tiendra le lundi 16 décembre à Pau (Pyrénées-Atlantiques), où est basé le 5^e régiment d'hélicoptères de combat qui a perdu plusieurs hommes au Mali, le 25 novembre. Autour de la table, les dirigeants des cinq pays de la bande sahélo-saharienne, le « G5 Sahel » où sont déployés les 4 500 militaires français de

la force Barkhane (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad).

Ce rendez-vous franco-sahélien survient moins de 48 heures après la cérémonie qu'il a présidée aux Invalides, en hommage aux 13 soldats tués lundi 25 novembre aux confins du Mali. Une réunion impulsée alors qu'un sentiment antifrçais semble s'instiller dans l'opinion du Burkina-Faso, du Mali et du Niger. « Nous devons à très court terme reclarifier le cadre et les conditions politiques de notre intervention au Sahel, a enjoint le chef de l'Etat. Je ne peux ni ne veux avoir des soldats français au Sahel alors que l'ambiguïté perdue à l'égard des mouvements antifrçais. »

La suite sera conditionnée à l'attitude de ses homologues

Dans un registre peu diplomatique, le président a mis ses homologues du G5 Sahel au pied du mur : « Ils nous doivent la clarté et le fait qu'ils nous demandent d'être là et qu'ils l'assument. Il faut que ce soit très clair et assumé par tout le monde, et pour le moment ce n'est pas suffisamment le cas. »

Plus surprenant, Emmanuel Macron a semblé conditionner la suite de l'opération Barkhane à l'attitude de ses homologues. « J'ai besoin de ces clarifications pour continuer à maintenir la présence française, a-t-il insisté. Il faut qu'ils l'affirment politiquement dans leur pays devant leur opinion publique. C'est une condition nécessaire. J'en tirerai les conséquences si ces conditions ne sont pas remplies. »

Malgré ce coup de pression, le chef de l'Etat a également expliqué vouloir « organiser une présence plus

forte et plus structurée » de la France au Sahel par « une nouvelle coalition autour de nous en lien avec nos partenaires européens et africains. » Manière de suggérer, en filigrane, que son souhait n'est pas de mettre un terme à cette opération dont il a rappelé la raison : « La France n'est pas là avec des visées néocoloniales, impérialistes ou avec des finalités économiques. On est là pour la sécurité collective de la région et la nôtre. »